

Réforme de la fonction publique : les oppositions sont contre, y compris LR qui ciblait pourtant le statut de fonctionnaire

Valentine Hullin

POLITIQUE - Tout juste annoncé, déjà critiqué. [Stanislas Guérini](#) a lancé, ce mardi 9 avril, une concertation autour de son [projet de réforme de la fonction publique](#). Le ministre veut notamment « lever le tabou du licenciement » des [fonctionnaires](#). Une annonce qui fait déjà réagir les oppositions politiques.

[Stanislas Guérini veut réformer la fonction publique pour contrer le « statu quo » : un argument hasardeux](#)

« J'ai envie de poser la question, sans malice, est-ce que cela vaudra aussi pour les ministres incompetents ? » s'interrogeait en souriant ce mercredi 10 avril, [Olivier Marleix](#), dans la matinale de Franceinfo. Le président du groupe LR à l'Assemblée nationale dénonce une « belle diversion en pleine campagne électorale ».

Pourtant, le 26 mars dernier le président des LR, indiquait « il faudra s'attaquer au statut de la fonction publique ». Interrogé sur la nécessité de remettre en cause l'emploi à vie, Éric Ciotti répondait sans hésiter « moi j'y suis favorable, cela ne doit plus être un tabou ».

« Lever le tabou de l'incompétence de ce gouvernement »

En parlant de tabou, l'insoumise Clémentine Autain se dit, elle, favorable à une levée du « tabou de l'incompétence de ce gouvernement ». De même, sa collègue Rachel Garrido, s'indigne sur X « Quand les gouvernants seront aussi responsables de leurs fautes que les salariés (public-privé) on aura fait un grand pas ».

La révocation est une sanction du 4e groupe qui peut être prise à l'encontre d'un fonctionnaire en cas de manquement grave à ses obligations.

En revanche la révocation du président ou des élus cela n'existe pas.

Quand les gouvernants seront aussi responsables de leurs fautes... pic.twitter.com/Y49eaZUHde

— Raquel Garrido (@RaquelGarridoFr) [April 10, 2024](#)

« Cela fait partie de cet abandon très systématique de la fonction publique, dont aujourd'hui qu'elle est quand même à deux doigts de l'écroulement sur elle-même », regrettait ce matin la députée EELV, Sandrine Rousseau. « Il n'y a plus aucune attractivité du service public et ce n'est pas en annonçant la possibilité de licenciement que cela va s'arranger », rappelait-elle.

La réforme voulue par le ministre de la fonction publique vise notamment à accentuer la rémunération au mérite des fonctionnaires et faciliter les mutations d'une branche à l'autre de la fonction publique (État, collectivités, hôpitaux). Stanislas Guérini s'est aussi heurté à la colère des syndicats.

À voir aussi sur Le HuffPost :

[Stanislas Guérini précise sa réforme de la fonction publique, les syndicats déjà vent debout](#)

[Fin de vie : Pourquoi Emmanuel Macron refuse à tout prix de parler d'« euthanasie » ou de « suicide assisté »](#)